

# Le réformisme, la droite, la gauche

**D**epuis la troisième voie de Tony Blair, Premier ministre socialiste anglais et la fracture sociale de Jacques Chirac en France, le clivage droite-gauche dans le domaine de l'économie, mais pas seulement, n'est plus aussi net qu'il a pu l'être jusqu'alors. La droite est accusée de faire du "libéralisme social" par les libéraux purs et durs, la gauche déçoit ses orthodoxes qui lui reprochent de faire du "socialisme-libéral".

Comment y voir clair aujourd'hui, surtout qu'en Europe, en Allemagne par exemple, c'est une coalition droite-gauche qui gouverne et qu'en France les centristes proposent une même alliance de gouvernement.

Rappelons d'abord que le réformisme, par opposition à la pensée révolutionnaire, refuse la lutte de classes et la dictature du prolétariat. Il s'agit de réguler le libéralisme, l'économie de marché et d'assurer un minimum de sécurité et de protection à tous ceux que le capitalisme laisse au bord de la route. Le réformisme est alors un programme d'action, sous-tendu

par une idéologie qui cherche à "construire, sous l'égide de l'Etat, un compromis social entre les intérêts du marché et de ses représentants et les intérêts du monde du travail" (Robert Castel).

Rappelons qu'en France et plus encore dans les pays nordiques d'Europe, le développement de l'économie s'est fait sous l'égide de l'Etat qui a constamment cherché à établir un équilibre entre les exigences de productivité et de compétitivité des entreprises et les revendications des salariés. En France, durant les "trente glorieuses" et sous l'éclairage gaulliste, planification et keynésianisme ont assuré une synergie entre la croissance économique et le progrès social.

Une certaine redistribution des fruits de la croissance a été assurée et a permis de maintenir la cohésion sociale, la cohésion de la nation. Les régimes étendus d'assurances contre les risques sociaux existaient en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, dans les pays d'Europe du Nord. Mais aujourd'hui est posée la question du financement de

cette protection sociale, de cet Etat providence qui est de plus en plus coûteux. De même que se développe l'idée selon laquelle (à partir de la fin des années 1980), l'Etat, par ses régulations imposées, crée des obstacles au libre déploiement d'une dynamique économique qui ne peut être basée que sur la concurrence et la compétitivité les plus fortes, la mondialisation imposant ses exigences.

Les libéraux reprennent alors leur discours : ce n'est pas à l'Etat de piloter l'économie, mais à l'entreprise, foyer principal de création de richesses et de fabrication de la croissance, d'imposer ses exigences de performance et de rentabilité. Il faut plus que jamais libérer le marché ! Les réformes sont alors aujourd'hui le mot d'ordre de la droite, mais des réformes pour lever tous les obstacles à la liberté d'entreprendre et de maximiser les profits. Les régulations extraéconomiques, les réglementations contraignantes et le droit procédurier doivent être démantelés. Voilà qu'émerge et que s'installe le réformisme de droite : le contrat

doit remplacer la loi, l'impératif juridique doit céder sa place à la convention négociée. Le réformisme de droite vise à démanteler les droits sociaux et "à rogner les prérogatives de l'Etat social, tout en renforçant celles d'un "Etat gendarme".

Bien évidemment, la pensée de gauche renie ce genre de réformes, mais ne peut nier dans le même temps que la nature de la protection sociale doit changer pour prendre en charge les contraintes de la mondialisation et celles des nouveaux systèmes de production industrielle.

La gauche, ne pouvant plus défendre l'Etat social dans sa conception ancienne, s'expose au risque du dérapage vers le social libéralisme, "aidée" pour cela par les coups de boutoir de l'ultra-gauche qui refuse toute notion de réformes. Le réformisme de gauche cherche à concilier la compétitivité économique imposée par la mondialisation et le progrès social, qui consiste à assurer une sécurité sociale minimum garantie (à l'exemple du salaire minimum garanti). "Droit à être soigné lorsqu'on est malade,

droit à un logement pour s'abriter, droit à des prestations décentes en cas de cessation d'activité, droit à l'éducation et à une formation permanente". Ces droits doivent être assurés à tous pour qu'on puisse parler de citoyenneté politique.

On voit bien ici que ce qui distingue le réformisme de droite du réformisme de gauche, c'est "la distance qui existe entre une conception minimaliste et une conception exigeante des protections sociales".

Pour le réformisme de droite, la couverture des risques sociaux n'a pas à être garantie par l'Etat, mais doit consister en des prestations bien ciblées en direction des plus pauvres. Ceux qui ont des ressources s'assureront eux-mêmes sur un mode privé.

Le réformisme de gauche est aujourd'hui placé face à un challenge difficile : l'exigence de la compétitivité et de la dynamique économique remet en cause les protections sociales acquises : les changements dans la manière de produire, la flexibilité des marchés du travail, la mobilité sont des réalités imposées par la



Par Abdelmadjid Bouzidi  
[abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr](mailto:abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr)

mondialisation. Et ces réalités ont des effets destructeurs sur la cohésion sociale.

Comment parvenir à concilier la nouvelle économie imposée par la mutation du capitalisme et la nécessité de poursuivre la protection sociale pour ceux et celles que la nouvelle dynamique économique laisse au bord de la route ?

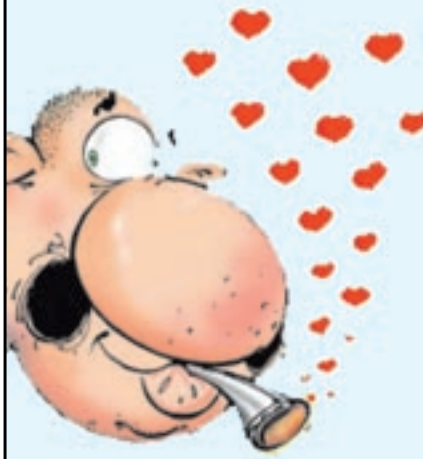
Régulations juridiques et interventions de l'Etat social caractérisent le réformisme de gauche, qui doit combattre la formation d'une société fracturée en gagnants et perdants des transformations en cours, société que le réformisme de droite, en refusant que le droit et l'Etat garantissent la citoyenneté sociale, va irrémédiablement produire.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## ARRETEZ DE LUI FAIRE DES MISERES A CE PAUVRE GARÇON !

«Benbouzid. Il était déjà ministre de l'Education lorsque je chantais Kassaman à l'école primaire.»

Cé dire !

Dans quel état il étaaaaaaaaaaaaaaaaaait ! Lamentable ! Et dire que, dans sa tête, il se préparait déjà pour la bataille des législatives. Il faisait et refaisait des comptes de campagne. Il calculait les probabilités de sièges à décrocher. Il appelait sans cesse ses fidèles. Il battait le rappel des plus tièdes. Il s'est même réconcilié en partie avec les judas qui l'ont trahi. Tout baignait pour Abdallah Djaballah. Jusqu'à ce moment fatidique, cet instant «T» comme seule l'administration algérienne sait en réserver. D'un air détaché, sans avoir l'air d'y toucher, sans faire montre d'une quelconque agressivité, presque avec de la gentillesse dans la voix, le préposé aux élections, posté derrière le guichet où l'on délivre le fameux dossier de participation aux législatives, a remonté d'un geste lent ses lunettes, a regardé Djaballah avec des yeux de biche s'appêtant à manger le lion qui l'avait déjà avalée du regard et lui a lâché : «Cheïkhouna, makach les élections pour vous. Allah inoub ! » Ya

bouguelb ! Celui de Djaballah a fait un bon dans sa poitrine. La terre d'Algérie, cette terre d'islam sur laquelle il rêvait de planter un drapeau vert s'est soudain dérobée. Il a eu une hypo. Il a sué de la calotte. Ses aisselles ont commencé à coller. Sa barbe s'est recroquevillée en milliers de points d'interrogation. Paraissant soudain 1000 ans, le jeune Cheikh a pris son portable acheté à Dubaï et a appelé l'autre Cheikh, Abdelaziz Belkhadem. Celui-ci, poliment, avec une infinie patience, lui a expliqué qu'il était en réunion, et qu'il le rappellerait juste avant le verdict dans l'affaire Khalifa. Djaballah attend toujours. L'appel de Belkhadem, bien sûr, pas le verdict. Quoique ! Et pendant que Djaballah voit ses rêves de planter un drapeau bien vert, tout à fait vert sur cette bonne terre d'Algérie, Belkhadem rit doucement de ce tour pendable joué au prédicateur de Skikda, fait des comptes de campagne, calcule les probabilités de sièges à décrocher, appelle les fidèles, fait tuer les infidèles et rêve de planter sur cette bonne terre d'Algérie un drapeau noir, bien noir. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.